

La société civile tunisienne postrévolutionnaire : un chemin tortueux entre intégration internationale et activisme local

Ester SIGILLÒ



Doctorante à l'Institut des sciences humaines et sociales, Scuola Normale Superiore, doctorante associée à l'IRMC..

ester.sigillo@sns.it

Depuis la chute du régime de Zine Al-Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011, on assiste à une libéralisation des droits civils et politiques, qui a engendré un tissu associatif très dynamique dans le territoire tunisien. En effet la nouvelle loi de 2011 sur la création des associations (Décret-loi 88) a permis la simplification des modalités administratives, en rendant effectif le régime de la déclaration comme fondement d'existence de l'association. Durant l'année 2011, la Tunisie enregistre la création de près de 2000 nouvelles associations dont environ 700 après les élections du 23 octobre 2011, alors qu'elle en comptait 9600 en 2010 (IFEDA)¹. Il s'agit là d'un véritable boom associatif.

Après la chute du régime le concept de « société civile » fait irruption dans une scène sociopolitique renouvelée, où les associations locales sont devenues les acteurs principaux au cœur du processus de transition. Ainsi elles s'emparent de tous les sujets qui suscitent le débat dans la Tunisie postrévolutionnaire : droits humains, égalité de genre, démocratie et citoyenneté, liberté d'expression, développement social et solidarité, action humanitaire, développement local, protection de l'environnement et développement durable, transparence et lutte contre la corruption, bonne

gouvernance, etc. Dans ce contexte de vibrante dynamique associative, on peut considérer la Tunisie comme un intéressant laboratoire social. Il s'agit de s'interroger sur la capacité des associations tunisiennes à s'organiser dans l'espace public pour contribuer au développement social dans la phase de la transition démocratique.

L'effervescence associative a, à son tour, généré des nouvelles opportunités internationales, soit à travers une pénétration massive des acteurs internationaux (l'action des bailleurs de fonds de soutien à la société civile), soit à travers une facilitation de la coopération transnationale entre différentes associations (partenariats). La question de la dimension internationale, lorsque l'on s'intéresse à un contexte local, est l'objet

(*development studies*) s'est souvent concentrée sur les dimensions plutôt techniques de ces rapports, en minimisant les conséquences sociales à l'échelle locale. La théorie des mouvements sociaux, de son côté, a rarement pris en compte l'importance des liens avec l'international dans la définition de l'activisme local.

Notre analyse cherche à combler ce manque en partant d'une littérature qui pose l'accent sur le risque de créer une forme de dépendance des acteurs locaux à l'international, pouvant causer à son tour une atomisation et une fragmentation de la scène associative. Les bailleurs de fonds classiques ont ainsi une approche plutôt sélective qui pose des barrières pour les associations qui ne possèdent pas l'expertise nécessaire pour répondre aux



© theguardian.com (Photographe : Sondos Belhassen)

de nombreux débats. La majorité des travaux académiques sur les rapports entre acteurs locaux et internationaux

appels d'offre, en aggravant les inégalités socio-économiques du tissu social. De plus, en Tunisie, le clivage entre

Axes de recherches

moderniste et associations à référence religieuse présent au sein de la société civile locale, peut être accentué par l'approche sélective de bailleurs de fonds dans leurs choix des bénéficiaires. Notre recherche tente d'approfondir les différents types des liens internationaux établis par les associations, avec l'objectif de vérifier s'il y a des variations au niveau local par rapport au type d'engagement international. Cette approche permettrait d'éviter une analyse strictement verticale en considérant aussi les stratégies de partenariat international des associations locales.

nouvelle société civile locale et de cerner la dynamique de diversification sociale de celle-ci. L'hypothèse de travail est que le type d'interaction avec l'international est à l'origine de la différenciation sociale de l'activisme. Pour cela on cherchera à comprendre la diversité des liens à l'international des associations. Quel est le rapport entre l'intégration internationale et l'activisme social local ? Cette question est particulièrement importante à partir de 2011, avec la prolifération du nombre des associations à référence religieuse, qui ont la réputation d'avoir un fort ancrage social. Ainsi, se pose la question de la

« intégration internationale » nous considérons les interactions entre les acteurs internationaux et associatifs locaux.

Ainsi nous avons identifié des sous-catégories. Les acteurs locaux peuvent simplement *communiquer avec* des organisations internationales ; recevoir des *ressources matérielles* dans le cadre d'une stratégie d'intervention des bailleurs de fonds ; recevoir des *ressources immatérielles*, comme des cycles de formation et d'autre type d'informations ; être engagés directement dans de *partenariats internationaux*.

Pour *activisme local* nous considérons les activités des associations pour contribuer au développement social. Nous avons saisi trois indicateurs : *participation*, en tant que *capacité de mobilisation* ; *capacité d'établir des partenariats avec d'autres associations locales qui travaillent dans le même domaine* ; *types d'activités*. Pour chaque critère nous vérifierons s'il y a une spécificité par rapport aux associations à référence religieuse. Pour analyser ces deux dimensions (intégration internationale et activisme local) nous nous appuyerons sur une série d'enquêtes (entretiens semi-directifs) au niveau des associations locales dans trois terrains : Tunis, Sfax, Médenine. Une première analyse des résultats montre une grande diversité des pratiques associatives et l'importance de replacer les associations comme les acteurs clés dans le processus de transition démocratique.

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
معهد البحوث المغاربية المعاصرة
IRMC
ISR 3077 du CNRS

Atelier doctoral
ورشة عمل

**La société civile tunisienne en "transition":
entre intégration internationale et activisme local**
المجتمع المدني التونسي في "مرحلة انتقالية":
بين الاندماج الدولي والنشاط المحلي

Lundi 29 février 2016 à 14h30 (IRMC)

Ester Sigillò
Institute for Humanities and Social
Sciences, Scuola Normale Superiore

يوم الاثنين 29 فبراير 2016 على الساعة الثانية والنصف بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة

Atelier en langue française Entrée fermée ورشة عمل باللغة الفرنسية

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville - 1002 Tunis (Tunisie)
Tél : (+216) 71 796 722 - direction@irmc-maghreb.org

<http://www.irmcmaghreb.org>
facebook.com/IRMC.Tunis
CNRS MIAE USR 3077

Dans ce cadre, notre recherche tente d'étudier le processus de construction de la société civile postrévolutionnaire dans le contexte d'interactions renouvelées avec l'international. Ce processus de construction et d'interaction est à l'origine de l'émergence d'une diversification des formes d'activisme social local. Ainsi, l'objectif spécifique est de caractériser la

spécificité islamique dans le lien entre la dimension internationale et la forme d'activisme social. La réalité même de cette catégorisation reste à démontrer.

Pour répondre à ces questions de recherche il faut donner une définition claire des deux variables qu'on tentera de cerner : *intégration internationale* et *activisme local*. Plus spécifiquement, pour



© nawaat.org.

¹ IFEDA, Centre d'Information, de Formation d'Etudes et de Documentation sur les Associations: <http://www.ifeda.org.tn/>